

SERGE BERSTEIN

## LES FAMILLES POLITIQUES EN EUROPE OCCIDENTALE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Il y a maintenant près de deux ans, à Rome, en décembre 1994, un premier colloque nous avait permis de réfléchir au problème de la naissance et de l'évolution des familles politiques en Europe occidentale au cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Sans prétendre résumer en quelques mots la richesse et la variété des communications, il me semble cependant nécessaire de rappeler quelques-uns des acquis de ce colloque au plan des notions utilisées comme de la signification des constatations faites sur les diverses familles politiques.

Le premier acquis est probablement celui qui tient à la notion même de famille politique. Débats et communications ont permis peu à peu de cerner sa signification en la distinguant assez clairement des partis politiques, organisations structurées dont la finalité consiste à conquérir le pouvoir ou à le contester, ou des forces politiques qui n'ont pas toujours la forme de partis, mais qui entendent agir soit de manière indépendante, soit comme auxiliaires de ceux-ci en intervenant dans le champ du politique. Avec les familles politiques, on se trouve en présence d'une réalité moins structurée, plus englobante, qui peut inclure un ou plusieurs partis ou forces politiques, mais aussi des groupes ou des individus qui ne sont nullement engagés dans l'action politique concrète. Si on cherche à en donner une définition claire, on pourrait, me semble-t-il, aboutir à une formulation qui ferait de la famille politique l'ensemble des individus ou des groupes qui partagent une même culture politique, c'est-à-dire une vision commune de l'histoire, de la société, des institutions et de leur évolution souhaitable, structurée autour d'un idéal philosophique, religieux ou idéologique qui lui sert de ciment et lui confère sa cohérence globale. Cette homogénéité au niveau des principes et des fins n'implique cependant nul monolithisme et il est clair que les différences de jugement quant aux stratégies ou aux

<sup>1</sup> *Les familles politiques en Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle. Actes du colloque international de Rome (1<sup>er</sup>-3 décembre 1994), Rome, 1997 (Collection de l'École française de Rome, 240).*

tactiques politiques, les champs d'action différents des groupes concernés, les rivalités de personnes ou les tempéraments individuels font de chaque famille politique une nébuleuse aux composantes variées. Individus, associations, partis, syndicats, sociétés de pensée, groupes de défense, maisons d'édition, publications de presse qui se réclament d'une même culture politique peuvent coexister au sein d'une même famille politique.

Le second acquis, qui n'est certes pas une originalité, mais que les travaux de décembre 1994 ont confirmé, c'est que l'explication de la naissance, de l'évolution ou de la disparition des familles politiques ne réside pas uniquement dans des causes politiciennes, mais dans les réponses aux grands enjeux posés à la société depuis l'épisode majeur de la Révolution française. Autrement dit, s'il existe certes une autonomie du politique dont les débats spécifiques, les modes organisationnels, le jeu d'action et de réaction peuvent rendre compte d'un certain nombre d'épisodes précis, le point de départ expliquant la naissance des familles politiques se situe bien dans un champ qui ne devient politique que parce qu'il représente pour les hommes de l'époque un enjeu majeur. C'est dire que tous les éléments qui influencent une société prise dans son ensemble, qu'il s'agisse d'un problème de nature du pouvoir, d'un facteur technique ayant des incidences importantes sur le travail des hommes, d'un débat de conscience essentiel, a des répercussions sur les familles politiques qui sont conduites en fonction des conceptions qui fondent leur identité à se situer par rapport à ces faits nouveaux. Au fil du temps, certaines disparaissent, d'autres se transforment, de nouvelles familles naissent et se développent... L'examen de l'évolution des familles politiques offre ainsi un observatoire privilégié, situé au carrefour de l'histoire des sociétés et de la manière dont le politique reflète et articule les problèmes de celle-ci.

De ces considérations, notre colloque de décembre 1994 a offert une première illustration en montrant comment l'événement fondateur de la Révolution française et des idées nouvelles qu'elle propage constitue un premier enjeu majeur des sociétés d'Europe occidentale, structurant la naissance et le développement de familles politiques qui tentent de répondre à la question cruciale: quel est le fondement de la légitimité du pouvoir? Celui-ci est-il d'essence divine, impliquant un système de monarchie autoritaire qui ne s'accommode d'aucun contre-pouvoir, ou réside-t-il dans la volonté générale des citoyens assemblés, s'exprimant par leurs représentants élus? Autour de ce clivage majeur naissent les familles politiques traditionaliste et contre-révolutionnaire d'une part, les familles libérale et démocratique de l'autre, dont l'affrontement occupe une grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Le simple fait d'évoquer, à propos des héritiers de la révolution, une dualité de familles politiques, libéraux

et démocrates, sous-entend qu'à l'enjeu premier se superpose quasi-immédiatement un second enjeu, social celui-là : la souveraineté de la nation doit-elle se cantonner aux plus instruits, à ceux qui ayant des biens à défendre seront supposés plus responsables dans la gestion des affaires publiques, c'est-à-dire aux plus riches, ou doit-elle s'étendre à l'ensemble des citoyens par le biais de l'instauration du suffrage universel? Ce débat, partout présent en Europe occidentale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, individualise fortement deux familles politiques, d'abord unies dans la lutte pour l'héritage révolutionnaire, rapidement rivales et conduites à s'affronter à mesure que le traditionalisme cesse d'apparaître comme l'ennemi prioritaire. D'autant que l'évolution économique du XIX<sup>e</sup> siècle donne rapidement à l'affrontement entre libéraux et démocrates un caractère majeur à partir du moment où la révolution industrielle modifie radicalement les conditions de la vie quotidienne des populations de l'Europe occidentale : à l'enjeu sur les fondements de la légitimité du pouvoir, au débat sur les conditions d'exercice de la souveraineté nationale, se substitue désormais l'affrontement sur l'organisation de la société industrielle et sur le sort des producteurs qui en assurent le fonctionnement. Parce qu'il rejette l'intervention protectrice de l'État en prônant la liberté totale, dans l'ordre politique comme dans l'ordre économique et social, le libéralisme, naguère progressiste, se fait en majorité conservateur et, contre lui, on voit naître un socialisme qui, avant de se définir à la fin du siècle comme attaché à la doctrine marxiste est, avant tout, volonté d'organiser la société, soit à partir d'initiatives spontanées de la base, soit à partir de l'action autoritaire de l'État. De nouvelles familles politiques naissent ainsi : un socialisme pluriel, un anarchisme qui rejette globalement les innovations de la société industrielle; certaines se transforment comme la famille démocratique qui tente d'opérer une synthèse avec le libéralisme en proposant une version corrigée de celui-ci qui donnera naissance aux courants dits radicaux et au régime de la démocratie libérale; d'autres encore apparaissent comme le résultat de greffes, à l'image de la démocratie-chrétienne naissant de la synthèse entre une branche de la famille libérale, celle du catholicisme libéral, très minoritaire au XIX<sup>e</sup> siècle, et un surgeon de la famille traditionaliste, le christianisme social.

Le fait frappant dans cette évolution des familles politiques constatée à Rome en décembre 1994 est la modification de leur composition. À l'origine, le débat politique se cantonne à une mince élite de la société, celle des gens cultivés, capables d'écrire, de s'exprimer en public, de siéger dans les instances parlementaires. Sans doute ont-ils des clients ou des fidèles dans la masse de la société, qui se reconnaissent en eux et les soutiennent de leur vote ou de leur action directe. Il reste que, pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup>

siècle, le principe de la souveraineté nationale, là où il est en vigueur, relève plus de la théorie que des réalités. L'introduction du suffrage universel en France en 1848, l'élargissement du suffrage en Angleterre et dans la plupart des pays européens au cours du siècle ne changent pas fondamentalement les choses : les familles politiques sont des nébuleuses dont les seuls éléments actifs sont les élites, pourvues au mieux d'un mandat de leurs commettants lors des consultations électorales. C'est cette situation qui tend à changer vers la fin du siècle, au cours des années 1880 : les progrès des moyens de communication, les avancées de l'alphabétisation, l'évolution des techniques d'impression qui diminuent le prix des journaux, favorisent tout à la fois le brassage des idées et l'extension des groupes qui y ont accès. En d'autres termes, les familles politiques ne se limitent plus à leurs élites, mais on assiste, dans chacune d'entre elles, à l'irruption des masses dans le jeu politique. Aussi voit-on leur visage se modifier. Si la famille libérale, élitiste par définition, s'adapte mal à la nouvelle situation, la famille socialiste prend un nouveau visage avec la substitution du militant au théoricien, la famille traditionaliste trouve une nouvelle jeunesse avec le nationalisme, la famille démocratique s'élargit. Même si jusqu'en 1914, cette mutation est plus potentielle que réelle, le parti de masse devient le fer de lance des familles politiques qui participent aux grands débats de société.

C'est à ce stade de l'évolution des familles politiques qu'intervient la Première Guerre mondiale qui fait entrer l'Europe dans le XX<sup>e</sup> siècle, puis la Seconde qui le ponctue d'une nouvelle fracture tragique. Parce que les conflits représentent une somme de souffrances pour les populations, ils accentuent la prise de conscience des enjeux politiques déjà perceptibles à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'est plus guère possible d'admettre que le politique puisse rester l'apanage d'une minorité de gouvernants dont les compétences supposées ont conduit au grand massacre. Il n'apparaît pas possible à ces masses, désormais actrices du jeu politique, d'accepter que la guerre ne soit qu'une parenthèse au lendemain de laquelle les choses reviendraient à leur état initial. Les structures, le poids relatif des diverses composantes au sein de chaque famille politique, le contenu du message diffusé par chacune d'elles s'en trouvent durablement modifiés. C'est cette évolution propre à un XX<sup>e</sup> siècle marqué à la fois par les guerres et les crises et par la présence des grandes masses des populations au sein du jeu politique que le présent colloque va s'efforcer d'analyser.

Quel a été l'impact des deux Guerres mondiales sur les familles politiques de l'Europe occidentale? Les familles politiques fasciste et communiste qui naissent en Europe au lendemain du premier conflit mondial représentent-elle une réponse au problème de l'ir-

ruption des masses dans le jeu politique, par le fort encadrement de celles-ci au sein d'une idéologie totalisante? Comment se comportent, face à cette conjoncture neuve, les autres familles politiques nées au XIX<sup>e</sup> siècle dans un contexte tout différent? Enfin, en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, où la mode est à la proclamation de la fin du politique en même temps que de la fin de l'histoire, comment dégager le sens de la crise du politique qui se déroule sous nos yeux?

Telles sont quelques-unes des questions que soulève le présent colloque et auxquelles nos travaux vont tenter d'apporter des réponses ou des esquisses de réponse.

Serge BERSTEIN

FULVIO CAMMARANO

## FAMIGLIE POLITICHE : ROTTURE E CONTINUITÀ TRA XIX E XX SECOLO

### PROSPETTIVE INTRODUTTIVE

All'alba di questo secolo Giovanni Giolitti affermava che la scena politica italiana era caratterizzata da tre soli partiti, «il clericale, il socialista e il costituzionale». Egli percepiva lucidamente di essere

all'inizio di un periodo storico (...) Nuove correnti popolari entrano nella nostra vita politica, nuovi problemi ogni giorno s'affacciano, nuove forze sorgono con le quali qualsiasi governo deve fare i conti. E la stessa confusione dei partiti parlamentari dimostra che le questioni che dividono oggi non sono più quelle di una volta<sup>1</sup>.

Non si trattava affatto della tradizionale *deprecatio temporum*, ma della fredda constatazione di una trasformazione strutturale dei punti di riferimento politico. Con l'istituzionalizzarsi della presenza cattolica e socialista il liberalismo ammetteva implicitamente di aver perso la scommessa di garantire un quadro di libertà e di progresso entro cui risolvere ineguaglianze e imperfezioni sociali mediante lo sviluppo della personalità umana. Solo qualche decennio prima questo mondo retto dalla fiducia nel progresso e nell'individuo non avrebbe temuto concorrenza : «si trattava – per dirla con Chabod – di filtrare i singoli e i mezzi erano educazione personale, buona volontà, capacità, risparmio»<sup>2</sup>.

Era arrivato il momento di scoprire, come scrisse Condorcet all'indomani della Rivoluzione francese, se la

differenza di cultura, possibilità e ricchezza, osservata sino ad ora in tutti i popoli civili fra le varie classi di cui essi sono costituiti (...) è insita nella civiltà stessa o è dovuta alle imperfezioni attuali dell'organizzazione sociale<sup>3</sup>.

L'800 dunque si era trasformato quasi ovunque in un grande, seppure non lineare e talvolta incoerente, laboratorio della borghese-

<sup>1</sup> G. Giolitti, *Discorsi parlamentari*, II, Roma, 1953, p. 626-633.

<sup>2</sup> F. Chabod, *Storia della politica estera italiana*, I, Bari, 1971 (1951), p. 391.

<sup>3</sup> Condorcet, *Quadro storico dei progressi dello spirito umano*, Milano, 1989 (1795), p. 301.

sia liberale e alla fine del secolo qualunque liberale europeo, voltandosi indietro, avrebbe potuto sottoscrivere la soddisfatta constatazione di Ruggero Bonghi secondo cui

Non v'ha più privilegi di sorta; non v'ha diritti che non siano comuni; la scuola primaria è gratuita per tutti; non v'è ufficio a cui non sia a tutti lecito di aspirare e possibile di giungere; la terra è sciolta da ogni vincolo; se ne sono, dove s'è potuto, aumentati i proprietari; l'imposta cade su tutti<sup>4</sup>.

Tutto ciò evidentemente non era stato sufficiente a risolvere il problema di fondo presentatosi alle classi dirigenti con l'età delle rivoluzioni : l'inserimento delle masse all'interno delle istituzioni a riprova del superamento dell'antica frattura tra stato e società civile. Le violente crisi politiche e sociali che attraversarono l'Europa nell'ultimo decennio del XIX secolo erano la testimonianza palpabile ed angosciosa che classi e gruppi non solo non si erano sciolti, ma si organizzavano per contendere la gestione del potere o influenzarlo in modo determinante. L'implicazione più drammatica di tutto ciò, dal punto di vista della cultura politica, andava ricercata nella ripresa del conflitto politico come conflitto di «verità» antitetiche e a questo punto potenzialmente concorrenti.

Che per i liberali, dopo la sconfitta dell'Ancien Régime, non ci dovesse essere più motivo di contesa politica lo si intuisce dallo stupore di chi nel 1889 di fronte all'inarrestabile ascesa dei cosiddetti partiti antisistema riteneva :

i partiti sovversivi che, con nostra meraviglia, sono rimasti (...), hanno un diritto solo, un destino solo; quello di esser chiamati partiti di disordine nel presente e nell'avvenire<sup>5</sup>.

A nulla dunque erano valsi in tutta Europa i tentativi dei regimi liberali di controllare il conflitto mediante il ricorso alle tecniche «neutralizzanti» della scienza e dell'amministrazione, l'erezione dei fortilizi parlamentari dei trasformismi, presenti non solo in Francia ed Italia ma anche nel sistema britannico, per finire con le più o meno aperte politiche repressive di fine '800. Se in Italia, infatti, si moltiplicavano gli stati d'assedio, in Francia il braccio di ferro si manifestò attraverso l'affare Dreyfus mentre in Gran Bretagna, meno drammaticamente, si tentò, con il Taff Vale Judgment, l'annichilimento dell'organizzazione sindacale.

Tutto inutile, quella fine secolo annunciava il ritorno sulla scena pubblica di articolazioni sociali che chiedevano spazio politico. L'in-

<sup>4</sup> R. Bonghi, *Il fascio della democrazia*, in G. Gentile (a cura di), *Programmi politici e partiti*, Firenze, 1933, p. 188.

<sup>5</sup> *Atti parlamentari*, Camera, XVI leg., 3<sup>a</sup> sess., Disc., 10 maggio 1889. Sulle radici di questa convinzione cfr. F. Chabod, *Storia della politica estera* cit., I, p. 391.

dividuo ottocentesco perdeva consistenza mentre si riaffacciava una antica prospettiva, ritenuta superata dallo spirito della «modernità» liberale, quella della logica dei «gruppi» e delle «corporazioni» che assumevano il volto moderno di partiti e sindacati. Quella fine secolo, soprattutto, metteva in mostra un'irriducibile dimensione di classe di settori sociali non più disponibili a sostare nella sala d'attesa delle virtù liberali prima di essere ammessi alla spicciolata nel salotto buono della civiltà.

Il XX secolo è dunque per le famiglie politiche il momento del riconoscersi come avversari che non scompariranno fisiologicamente con il progredire della società (illusione ottocentesca coltivata sia dai liberali sia dai socialisti) ma che dovranno prima o poi scontrarsi. Asse portante di tale cambiamento furono, a partire da quel decisivo tornante che, un po' ovunque in Europa, prese il nome di «crisi di fine secolo», la trasmutazione di una parte consistente del liberalismo europeo in nazionalismo e il progressivo radicamento di una cultura marxista priva di ogni rivestimento positivista. In queste due «modificazioni» si poteva leggere l'esigenza di dotarsi di un apparato teorico per inoltrarsi sulla strada di una competizione che, per dirla con Carl Schmitt, implicava l'eventualità in termini reali di una lotta in senso fisico<sup>6</sup>. La rinuncia ai valori della «pacificazione» da parte di consistenti settori dei ceti medi e la diffusione, anche in molti settori operai e sindacali, dell'idea del primato dell'azione diretta, rappresentarono la vera novità del nuovo secolo perché furono il crogiuolo di un potente nucleo aggregativo di forze e culture eterogenee accomunate da un'idea vitalistica e finalistica dell'azione politica. In quest'ambito quella che semplificando possiamo definire la destra sociale rappresentò la prima vera sfida al movimento socialista sul piano dell'immaginario politico collettivo, ponendo le basi per la costruzione di una nuova famiglia politica certamente più debole dal punto di vista organizzativo ma non per questo meno abile nell'occupare quelle piazze sino ad allora sedi simboliche delle forze dell'estrema sinistra.

Fu dunque nel '900 che la violenza politica, almeno nel continente, cambiò significato. Da spiacevole, seppure inevitabile, strumento con cui forze dell'ordine da una parte e forze «extrasistema» dall'altra, cercavano rispettivamente di liberare il passaggio ostruito della storia dalle resistenze dei «nemici del progresso», acquisì il significato etico di fase necessaria ad una rigenerazione collettiva.

<sup>6</sup> Cfr. C. Schmitt, *Il concetto di politico*, in G. Miglio e P. Schiera (a cura di), *Le categorie del politico*, Bologna, 1972, p. 117. «Più che a un'identità semplice il 'politico' allude dunque a una identificazione collettiva attraverso il conflitto (...)» (C. Galli, *Genealogia della politica. Carl Schmitt e la crisi del pensiero politico moderno*, Bologna, 1996, p. 749).



Il sindacalismo, il nazionalismo, l'imperialismo – affermò il nazionalista Enrico Corradini nel dicembre del 1909 in un discorso di non comune efficacia – sono un rinascimento dei valori della vita collettiva. Il cristianesimo fu un grande educatore di uomini soli (...) Ebbene, le tre dottrine delle quali vi ho parlato, ci si presentano come una riaffermazione del prolungamento della nostra vita individuale nella vita di società umane, più o meno grandi sulla Terra : nella vita della classe, della nazione, dell'impero. Torna la religione dell'uomo collettivo. La rivoluzione francese, proclamando il dogma dell'uguaglianza degli uomini, ultimo fior del cristianesimo, distrusse, senza saperlo e senza volerlo, la stessa ragione d'essere della vita collettiva che è la diversità degli individui. Invece oggi il sindacalismo proclama la disuguaglianza delle classi e la superiorità d'una su tutte, e l'imperialismo fa lo stesso per le nazioni, e il nazionalismo tende a far una nazione disuguale alle altre in superiorità. E perciò il sindacalismo, il nazionalismo, l'imperialismo sono tre scuole di solidarietà per gli uguali dinanzi al termine loro antitetico : i disuguali. (...) Più volte nei miei scritti ho notato il carattere antiborghese, eroico, delle tre dottrine delle quali vi ho fatto cenno. (...) Dello stesso avviso è Giorgio Sorel, il sindacalista, il quale dice : 'Il pensiero proletario dovrà essere diverso, antagonista del pensiero borghese. La violenza proletaria è sintomo appunto del ritorno del senso eroico; e del ritorno a quel sentimento che era radicato nell'anima ellenica (...)'<sup>7</sup>

Dal punto di vista della «classe politica» questo nuovo scenario rappresentava, di fatto, una straordinaria occasione di affermazione e proliferazione di classi dirigenti emergenti le quali, in alcuni casi, interpretarono e in molti altri accentuarono la prorompente vitalità del politico al fine di raggiungere un nuovo criterio di legittimazione della leadership. Come s'intuisce questo crinale era particolarmente esposto alla demagogia, strumento per eccellenza del politico, in quanto finalizzata ad accrescere, con le sue semplificazioni accessibili alle masse, il grado d'intensità di un'associazione o di una dissociazione e dunque particolarmente adatta a rinsaldare fedeltà e appartenenze in un'epoca in cui gli interessi contrapposti della società civile stavano intaccando la tradizionale centralità dello stato. Per il giurista Santi Romano «la cosiddetta crisi dello Stato moderno implica per l'appunto la tendenza di una serie grandissima di gruppi sociali a costituirsi ciascuno una cerchia giuridica autonoma»<sup>8</sup>. Estremizzando i termini della questione si può dire che la prima Guerra mondiale offrì ai gruppi dirigenti dei vari paesi, volenti o nolenti, il laboratorio e il materiale per l'esperimento faustiano del controllo del «pluralismo conflittuale». Per questo motivo è possibi-

<sup>7</sup> E. Corradini, *Sindacalismo, nazionalismo, imperialismo*, in Id., *Scritti e discorsi 1901-1914*, Torino, 1980, p. 160-162.

<sup>8</sup> S. Romano, *L'ordinamento giuridico*, Firenze, 1977 (1918), p. 113.

le definire metaforicamente la Grande Guerra come un'unica, enorme famiglia politica il cui «programma» poteva riassumersi nella necessità di forgiare un'indistruttibile dimensione totalizzante del rapporto masse/politica. La fine del conflitto non a caso ebbe come effetto il moltiplicarsi di partiti e organizzazioni che fondavano la loro cultura antisistema sulle parole d'ordine di fedeltà, obbedienza, sacrificio. Infatti se nei primi anni del '900 agli individui «ottocenteschi», in nome della nazione, era stato chiesto di perdere la propria identità nella folla di piazza, poco dopo, con la guerra, quella stessa folla, sotto il medesimo vessillo, venne tramutata in esercito per le trincee. Un passaggio enorme che fa della Prima Guerra mondiale il vero spartiacque della cultura politica tra '800 e '900 perché da allora non bastarono più le tradizionali categorie dei processi d'identificazione e partecipazione politica. Come efficacemente disse Hitler nel 1934, in occasione del congresso del partito nazionalsocialista a Norimberga, «non basta più dichiarare 'io credo' ma giurare 'io combatto'». Un passaggio decisivo anche perché sposta definitivamente non solo la prospettiva ultima dell'adesione ideologica ma anche la sede fisica in cui la partecipazione acquista senso «politico», sede che non potrà più essere la piazza o la stampa ma solo il partito. Come ribadirà Togliatti, in tutt'altro contesto, nell'ottobre 1944, «in un partito come il nostro, comunista, bolscevico, non ci possono essere elementi inattivi. Noi non ammettiamo il membro di partito il quale ha soltanto la tessera e non fa niente per il partito». D'altronde questo aspetto non era una novità assoluta del XX secolo : quel «piccolo stato» che era l'organizzazione partitica ottocentesca dei mazziniani e dei socialdemocratici tedeschi, si era, nel '900, dilatato, arrivando talvolta ad occupare lo stato vero e proprio ma soprattutto ad offrirsi come unica soluzione credibile al problema della canalizzazione dell'obbligazione politica all'interno dello stato. Con la fine della prima Guerra Mondiale e la sconfitta dei sistemi autocratici ed imperiali si era avuto il momento della consacrazione dei sistemi retti da istituzioni rappresentative e con essi si era di fatto infranto definitivamente il tabù della rappresentanza liberale come unica espressione della volontà della nazione. Da questo momento l'organizzazione divenne un dato teoricamente «positivo» in tutti i sistemi politici e su tale base poterono dunque estendere la propria influenza antiche culture in contrasto con i principi del liberalismo, come quella socialista e cattolica. Dopo la Seconda Guerra mondiale, la sconfitta delle potenze dell'asse aveva comportato per la prima volta una delegittimazione su scala internazionale di una famiglia politica, quella fascista, ma, date le caratteristiche ideologiche assunte dal conflitto, aveva definitivamente consacrato la centralità della dimensione organizzativa di massa. Sembrava questa, in ultima analisi, la risposta più efficace prodotta dal travagliato cammino del XX

secolo, al complesso problema (per le culture totalitarie non meno che per quelle democratiche) dell'inserimento attivo delle masse all'interno dello stato. Non a caso il sistema liberale del secolo scorso era quasi unanimemente ritenuto sinonimo di «arcaico». Come disse Lelio Basso durante i lavori dell'assemblea costituente,

tale forma di regime è stata condannata dalla storia, e oggi si è entrati in una fase in cui non vi è dubbio che la vita politica si va fissando in nuove forme strutturali. Si può dire che tale vecchia forma di democrazia è stata soppressa nel 1919 con l'abbandono delle elezioni a sistema uninominale per adottare quelle a sistema proporzionale (...) attraverso questa forma di democrazia di partito, si sono cominciati ad eliminare i difetti della democrazia. È chiaro che oggi il parlamentarismo come lo si intendeva una volta non si potrà più riprodurre, poiché il deputato non è più legato ai suoi elettori, ma al suo partito. Ciò presuppone l'esistenza di una disciplina di partito, ma il deputato è libero nell'espletamento del suo mandato. La lotta democratica, anziché nell'interno del Parlamento, si stabilisce nell'interno dei partiti. Questo nuovo sistema permette di superare il vecchio trasformismo dei tempi di Agostino De Pretis (...) Il principio del riconoscimento ai partiti di attribuzioni di carattere costituzionale rappresenta una specie di avviamento a superare tutte le forze di tipo puramente individualistico antiquato con una nuova concezione di democrazia di partiti<sup>9</sup>.

Anche per una parte dei cattolici alla costituente italiana, questa forma di democrazia di partiti «si orienta – secondo Dossetti – verso un indirizzo diverso dalla struttura formalistica della democrazia parlamentare di cinquant'anni fa» e nell'idea di La Pira «corrisponde ad una visione organica dello Stato attuale ed anche ad una particolare concezione della dottrina cattolica»<sup>10</sup>.

L'idea che, dal punto di vista della sfera politica, l'organizzazione di grandi masse all'interno dei partiti avesse di fatto completamente differenziato la democrazia del XX secolo da quella del XIX fu una convinzione piuttosto diffusa che influenzò immagine e contenuti del sistema democratico. Se nel secolo scorso il partito rappresentava una modalità accessoria per far vivere e in alcuni casi sopravvivere un'idea e una cultura politica, con l'istituzionalizzazione del partito, definitivamente consacrata dalla crisi del sistema liberale tra le due guerre, i termini si rovesciarono con un congelamento degli spazi della cultura politica ad esclusivo vantaggio della logica organizzativa. Aspetti di grande rilevanza nel garantire il fun-

<sup>9</sup> Dal resoconto sommario della seduta del 20 novembre 1946 della prima sottocommissione dell'Assemblea costituente, cit. in G. Quagliariello (a cura di), *La sconfitta del 'Moderno Principe'. La partitocrazia in Italia dalle origini al crollo della Prima Repubblica*, Pordenone, 1993, p. 31 e 33-34.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 32-33.

zionamento di sistemi democratici come l'efficacia dei meccanismi della rappresentanza politica, l'investitura del «capo», il ruolo della ritualità, il significato della legge, furono di fatto messi parzialmente in ombra proprio dall'ingombrante «tutorship» del partito che, complice la rigidità dello scenario internazionale, riduceva in termini di egemonia le questioni tipiche del conflitto politico aperto. All'alba del XXI secolo, tuttavia, tali questioni sono tornate prepotentemente alla ribalta e la continuità tra i due secoli si presenta oggi soprattutto come continuità di problemi irrisolti, già posti dalle rivoluzioni americana e francese.

I grandi scenari di massa del '900 non hanno modificato i termini della questione di fondo della sfera politica, quella del rapporto comando/obbedienza e le rotture proposte da questo secolo ci appaiono oggi, dal punto di vista del ruolo giocato in proposito dalle famiglie politiche, in gran parte riassorbite.

Fulvio CAMMARANO